



*Depuis l'annonce d'un référendum en Grèce, prévu le 5 juillet prochain, pour valider ou non le dernier plan d'austérité des créanciers, les médias français se répandent en contre-vérités sur les origines de la crise grecque, le déroulement des dernières négociations ou encore les conséquences d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Il est malheureux, comme souvent, qu'il soit nécessaire d'aller dans la presse étrangère pour trouver, en large audience, des paroles de vérité. C'est ainsi que dans un éditorial au New-York Times, en date du 29 juin, le prix Nobel d'économie Paul Krugman rappelle quelques évidences salutaires sur la crise grecque.*

- **L'euro : l'origine du problème**

**« Il est évident que la création de l'euro fut une terrible erreur ». Paul Krugman.**

En une phrase, Paul Krugman rappelle qu'aux origines de la crise économique en Grèce se trouve l'euro. Non pas en tant que monnaie spécialement inadaptée à la Grèce (une évidence qu'il souligne : l'«*effondrement (de l'économie grecque) a beaucoup à voir avec l'euro, qui a piégé la Grèce dans une camisole de force*»), mais plus globalement en tant que construction monétaire structurellement défailante, et donc nocive pour ses membres.

Une même monnaie pour des pays aussi différents d'un point de vue économique, social, politique et démographique, est une hérésie économique qui défie le bon sens. En presque quinze ans d'existence, la monnaie unique a donc accru les tensions économiques entre les pays membres de la zone euro.

Il y a les grands perdants du sud de l'Europe (Grèce, Portugal, Espagne, Italie) ainsi que l'Irlande, et une poignée de gagnants (essentiellement l'Allemagne et quelques micro-pays à l'économie totalement financiarisée, comme le Luxembourg). **Pour la France, le bilan est très clairement négatif : une désindustrialisation massive, un commerce extérieur déficitaire et une anémie générale, due notamment à cette absence de compétitivité monétaire.**

Dans le cas de la Grèce, à cette crise de l'économie réelle s'est ajoutée une crise de la dette (devenue massive sous l'effet de taux d'intérêts exorbitants) dont les plans de renflouement, depuis le déclenchement de la crise en 2009, eurent pour contreparties des cures d'austérité d'une violence inouïe.

- **L'échec de l'austérité :**

**« Les Grecs ne devraient pas voter oui car nous savons maintenant qu'une austérité toujours plus forte est sans fin : après cinq ans d'austérité, la Grèce va plus mal que jamais ». Paul Krugman.**

L'échec de l'austérité est très facile à comprendre en termes économiques. Une contraction très forte des dépenses publiques, c'est à dire concrètement une diminution du nombre de fonctionnaires, une baisse des prestations sociales et des retraites, mais aussi une baisse des investissements publics, sont autant de revenus en moins dans l'économie d'un pays. Dès lors l'activité se contracte et avec elle les recettes fiscales ; à l'inverse, les déficits et la dette augmentent. Ainsi se crée un cercle vicieux, où finalement l'austérité amplifie les déficits qu'elle était censée réduire.

**En Grèce, entre 2009 et aujourd'hui ce cercle vicieux est devenu diabolique : un million d'emplois perdus, 30% des entreprises contraintes de mettre la clé sous la porte, une baisse des salaires de 38%, une baisse des retraites de 45% et un PIB au global qui s'est effondré de 25%. En parallèle la dette publique s'est encore accrue de 35%, passant de 129 à 175% du PIB !**

À ces données économiques épouvantables répond une réalité humaine terrifiante : augmentation de 42% de la mortalité infantile, dégradation continue de la qualité des soins, augmentation des suicides et des dépressions.

**Poursuivre l'austérité, comme le voudraient les institutions européennes et le FMI, est donc une folie pure.**

- **Les contre-vérités du système :**

- « Les Grecs n'ont fait aucun effort ». **FAUX !**

L'une des accusations favorites des Républicains ex-UMP, dont on rappelle qu'ils ont organisé le transfert de dizaines de milliards d'euros de la poche des Français vers le tonneau des danaïdes de la Grèce en 2009, consiste à reprocher aux Grecs de n'avoir fait aucun effort. Pourtant, les chiffres du plan d'austérité ci-dessus attestent du contraire, et Paul Krugman très justement de rappeler : « *Comprenez d'abord que tout ce que vous avez entendu sur l'irresponsabilité des Grecs est faux. Le nombre de fonctionnaires a baissé de 25%, ils ont augmenté fortement les impôts et baissé fortement les salaires, et pourtant nous en sommes là. Si l'économie grecque s'est effondrée, c'est largement le résultat de mesures de très forte austérité.* »

- « Les milliards d'euros versés aux Grecs justifient des contreparties (plans d'austérité) ». **Le peuple grec n'a jamais vu l'ombre d'un euro d'aide, les milliards en question ont servi à renflouer les banques !**

Sur les 215 milliards d'euros de prêts accordés à la Grèce, la quasi totalité est allée au renflouement du système bancaire. En d'autres termes, les Etats prêteurs se sont substitués aux banques privées pour supporter le poids de la dette grecque. De fait, si la Grèce fait défaut, ce sont les Etats prêteurs, et donc les contribuables de ces Etats, qui seront perdants.

Le tort en revient exclusivement à nos gouvernants qui, en refusant en 2009 une sortie organisée de la Grèce de la zone euro, ainsi que le traitement de sa dette (par annulation partielle et rééchelonnements) à l'époque 35% moins grosse qu'aujourd'hui, ont manqué l'opportunité de régler durablement et dans des conditions moins douloureuses une crise structurellement inévitable.

- « Si la Grèce ne signe pas d'accord avec les créanciers, les Français perdront leur argent ». **L'RPS savait dès le départ, en votant ces plans, qu'on ne serait jamais remboursé.**

Aujourd'hui, valider le plan des créanciers, dont on rappelle qu'il ne vise qu'à prêter à la Grèce de quoi lui permettre de rembourser les intérêts de ses précédents emprunts, ne ferait que grossir encore un peu plus la dette de ce pays, et la nôtre par la même occasion. **Ce sont encore des milliards d'euros qui seraient alors pris dans la poche des Français pour rien, et qui s'ajouteraient aux plus de 40 milliards d'euros déjà versés de manière totalement irresponsable par l'RPS.**

Le choix est donc clair, **comme le rappelait Marine Le Pen dès 2011** : si la Grèce ne quitte pas la zone euro, on augmentera encore davantage nos pertes, par un nouveau plan de plusieurs milliards d'euros.

- « La sortie de l'euro, ce cataclysme ». **Au contraire : la solution !**

Sortir la Grèce de la zone euro permettrait à ce pays de retrouver une compétitivité indispensable à la relance de ses activités, notamment industrielles et touristiques.

Délestée en partie d'une dette sur laquelle elle aurait partiellement fait défaut, la Grèce retrouverait progressivement les voies de la croissance et du redressement. À cette condition seulement il deviendra alors pour elle envisageable de nous rembourser... mais jamais que partiellement.

Auteur : Joffrey Bollée